

**Assemblée générale**

Distr. générale
8 mai 2014
Français
Original : anglais

Soixante-huitième session

Point 164 de l'ordre du jour

Financement de l'Opération hybride**Union africaine-Nations Unies au Darfour**

**Opération Union africaine-Nations Unies au Darfour :
rapport sur l'exécution du budget de l'exercice
allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 et projet
de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014
au 30 juin 2015**

**Rapport du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires**

| | <i>Dollars É.-U.</i> |
|--|----------------------|
| Crédit ouvert pour 2012/13 | 1 448 574 000 |
| Dépenses de 2012/13 | 1 415 722 000 |
| Solde inutilisé de 2012/13 | 32 852 000 |
| Crédit ouvert pour 2013/14 | 1 335 248 000 |
| Montant estimatif des dépenses de 2013/14 ^a | 1 306 054 900 |
| Montant estimatif du solde inutilisé de 2013/14 ^a | 29 193 100 |
| Projet de budget du Secrétaire général pour 2014/15 | 1 244 690 000 |
| Recommandation du Comité consultatif pour 2014/15 | 667 624 000 |

^a Montant estimatif au 28 février 2014.



I. Introduction

1. On trouvera dans le présent rapport, au paragraphe 24, des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires relatives au projet de budget de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015. On trouvera aussi aux paragraphes ci-après les observations et recommandations formulées, en tant que de besoin, sur des questions précises.

2. À l'occasion de l'examen de la version préliminaire du rapport du Secrétaire général sur le projet de budget de la MINUAD pour l'exercice 2014/15, le Comité consultatif a rencontré des représentants du Secrétaire général qui lui ont fourni des éclaircissements et des compléments d'information et lui ont fait parvenir des réponses écrites le 28 avril 2014. La liste des documents que le Comité consultatif a examinés et de ceux dont il s'est servi pour examiner le financement de la MINUAD est donnée à la fin du présent rapport. On trouvera dans les rapports connexes du Comité ses observations détaillées et ses recommandations concernant les conclusions du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et sur les questions concernant l'ensemble des opérations de maintien de la paix (voir [A/68/843](#) et [A/68/782](#), respectivement).

II. Exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013

3. Par sa résolution [66/279](#), l'Assemblée générale a décidé d'ouvrir un crédit de 1 448 574 000 dollars en valeur brute (montant net : 1 423 320 300 dollars) aux fins du fonctionnement de la MINUAD pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013. Le montant total brut des dépenses de l'exercice s'est établi à 1 415 722 000 dollars (montant net : 1 392 626 400 dollars), laissant un solde inutilisé d'un montant brut de 32 852 000 dollars (montant net : 30 693 900 dollars), ce qui correspond à un taux d'exécution du budget de 97,7 %. On trouvera une analyse détaillée des écarts à la section IV du rapport sur l'exécution du budget ([A/68/619](#)).

4. La sous-utilisation des crédits ouverts s'explique principalement par les facteurs suivants :

a) Contingents (20 108 800 dollars, soit 4,3 %) : le montant des dépenses au titre du transport et du déploiement du matériel appartenant aux contingents a été inférieur aux prévisions, car le rapatriement à grande échelle du matériel que l'on attendait pendant l'exercice 2012/13 du fait du retrait de contingents n'a pas eu lieu. Cette sous-utilisation a été en partie contrebalancée par un dépassement des crédits au titre des remboursements aux taux standard du coût des contingents et de celui des remboursements relatifs au matériel majeur appartenant aux contingents qui étaient rattachés à l'exercice 2011/12 (*ibid.*, par. 74 et 75);

b) Personnel recruté sur le plan national (20 188 700 dollars, soit 26,9 %) : la livre soudanaise s'est fortement dépréciée par rapport au dollar des États-Unis pendant l'exercice considéré, le taux de change s'établissant à 5,64 livres pour

1 dollar, alors que le taux retenu dans le budget était de 2,88 livres pour 1 dollar (ibid., par. 81);

c) Volontaires des Nations Unies (5 234 200 dollars, soit 20 %) : le taux de vacance de postes (27,1 %) a été plus élevé que celui prévu au budget (20 %) par suite des retards pris dans la délivrance de visas (ibid., par. 82);

d) Transports aériens (13 074 500 dollars, soit 6,8 %) : les dépenses consacrées à l'achat de carburants et de lubrifiants et à la location et à l'exploitation d'aéronefs ont été moins élevées que prévu, essentiellement parce qu'un avion IL-76 n'a pas été déployé; il en a été de même pour les dépenses relatives aux services de transport aérien, les frais d'inspection et de certification des installations aéroportuaires facturés par l'Autorité soudanaise de l'aviation civile ayant été moins élevés que prévu. Cette sous-utilisation des crédits a été en partie contrebalancée par un dépassement au titre de la location et de l'exploitation des hélicoptères destinés à appuyer les activités de la MINUAD (ibid., par. 92 et 93);

e) Fournitures, services et matériel divers (5 767 800 dollars, soit 15 %) : les dépenses au titre du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration des éléments armés ont été moins élevées que prévu, faute d'un accord de paix global et d'une politique de désarmement, de démobilisation et de réintégration, tout comme celles relatives au fret, par suite des retards pris dans la livraison du matériel appartenant à l'ONU, ainsi que les frais bancaires et les coûts de transaction, du fait de la dépréciation de la livre soudanaise par rapport au dollar des États-Unis. La sous-utilisation des crédits a été en partie annulée par des pertes de change tenant à la différence entre les taux de change standard de l'ONU et les taux effectivement pratiqués par les banques, et par des dépassements de crédits au titre de l'achat d'équipement de protection individuel destiné au personnel de la mission (ibid., par. 100 et 101).

5. Cette sous-utilisation a été en partie contrebalancée par des dépassements de crédits aux rubriques suivantes :

a) Police des Nations Unies (13 057 600 dollars, soit 9,9 %) : les dépenses au titre de l'indemnité de subsistance (missions) des membres de la Police des Nations Unies ont été plus élevées que prévu, l'indemnité ayant été versée à taux plein à 1 508 policiers en moyenne, alors que le nombre prévu au budget était de 1 158, compte tenu du fait que l'Opération a pris en charge l'hébergement de 1 473 policiers seulement pendant l'exercice considéré. Le dépassement a été compensé en partie par une sous-utilisation des crédits au titre du déploiement, de la relève et du rapatriement, puisque la Police des Nations Unies a compté 2 631 membres en moyenne, alors que 2 829 membres avaient été prévus au budget, et par un coût moyen pour la relève (2 200 dollars) qui a été inférieur aux prévisions (3 200 dollars) (ibid., par. 76 et 77);

b) Personnel recruté sur le plan international (6 967 700 dollars, soit 3,4 %) : le montant des dépenses au titre de la rémunération moyenne du personnel recruté sur le plan international a été plus élevé que celui prévu au budget en raison de changements d'échelon; le pourcentage du traitement net retenu pour le calcul des dépenses communes de personnel s'est établi à 83,3 %, contre les 82,2 % prévus au budget, situation qui tient à une augmentation des versements correspondant à l'indemnité pour frais d'études; les dépenses au titre de la prime de danger ont été

plus élevées que prévu, après que celle-ci (1 600 dollars par mois) a remplacé la prime de risque (1 365 dollars par mois) (ibid., par. 80);

c) Informatique (8 730 000 dollars, soit 79,9 %) : les dépenses ont été plus élevées que prévu principalement en raison de l'achat de matériel informatique pour le projet d'infrastructure de bureau virtuel, la mise en service d'Umoja et le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine à Addis-Abeba, ainsi que de l'augmentation des ressources nécessaires au titre des services informatiques par suite du déploiement de 50 vacataires dans les nouveaux secteurs, alors que 25 seulement étaient prévus au budget, et des moyens informatiques au Centre de services régional à Entebbe afin de faciliter le réaménagement des modalités de fonctionnement (ibid., par. 96).

6. Dans son rapport sur l'exécution du budget de la MINUAD pour l'exercice 2012/13, le Secrétaire général indique que le Conseil de sécurité, dans sa résolution [2063 \(2012\)](#), a approuvé la révision proposée de la configuration des effectifs en tenue de la MINUAD visant à faire en sorte que la mission soit composée au maximum de 16 200 soldats (dont 260 observateurs militaires et 460 officiers d'état-major), de 2 310 policiers et de 17 unités de police constituées comprenant au maximum 140 hommes chacune, ainsi que la révision du concept d'opérations, qui doit être appliqué sur une période de 12 à 18 mois. La réduction générale des effectifs, qui a commencé en juillet 2012, devrait prendre fin en janvier 2014 (ibid., par. 23).

7. Le Secrétaire général affirme qu'en raison des conditions d'insécurité qui ont marqué l'exercice considéré, la MINUAD a enregistré 77 vols de véhicule occupé, 7 prises d'otage, 92 vols ou cambriolages et 5 attaques contre les organismes des Nations Unies (ibid., par. 13). L'Opération a toutefois continué de s'acquitter de son mandat, notamment de tenir des consultations de haut niveau avec les partenaires régionaux et internationaux dans le but de parvenir à un règlement complet et à un accord de paix global; de mener des activités visant à faciliter la mise en œuvre du Document de Doha pour la paix au Darfour; d'effectuer des patrouilles militaires motorisées et pédestres; d'effectuer des patrouilles de proximité assurées par la Police des Nations Unies pour la protection des personnes déplacées; de mener à bien des constats généraux préalables à la lutte antimines et des activités de déminage; et de suivre les problèmes liés aux droits de l'homme et à la protection des civils et d'en rendre compte.

III. Situation financière et information sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

8. Le Comité consultatif a été informé qu'au 25 mars 2014, le montant total mis en recouvrement auprès des États Membres pour financer la MINUAD depuis sa création s'établissait à 10 880 391 000 dollars. Les paiements reçus jusqu'à cette date s'élevaient à 10 753 902 000 dollars, le montant restant dû se chiffrant donc à 126 489 000 dollars. Au 24 mars 2014, le solde de trésorerie de l'Opération se montait à 570 600 000 dollars. Après déduction d'une réserve de fonctionnement pour une période de trois mois, d'un montant de 233 171 000 dollars (hors remboursements aux pays fournisseurs de contingents et d'unités de police constituées), l'excédent de trésorerie s'établissait à 337 429 000 dollars.

9. Le Comité consultatif a été informé que le montant dû au 31 décembre 2013 au titre des contingents pour les mois de novembre et décembre 2013 était de 39 731 000 dollars. Des paiements avaient été effectués en mars 2014 pour un montant total de 59 509 534 dollars au titre des demandes de remboursement correspondant à la période de novembre 2013 à janvier 2014, en plus d'un versement complémentaire autorisé par l'Assemblée générale. À la même date, un montant de 59 558 000 dollars était dû au titre des demandes de remboursement du matériel appartenant aux contingents pour la période allant d'octobre à décembre 2013. Le Comité a aussi été informé que des paiements d'un montant total de 35 758 857 dollars avaient été effectués en mars 2014 pour régler les demandes de remboursement certifiées jusqu'à décembre 2013. Au 31 décembre 2013, il existait 48 mémorandums d'accord relatifs au matériel appartenant aux contingents, dont 44 avaient été signés et 4 étaient à l'état de projet.

10. En ce qui concerne les indemnités payables en cas de décès ou d'invalidité, le Comité consultatif a été informé qu'au 31 décembre 2013, 112 demandes d'indemnisation avaient donné lieu à des versements d'un montant total de 5 238 000 dollars depuis la création de l'Opération. À la même date, six demandes étaient en instance de règlement et un montant de 265 000 dollars avait été engagé à cet effet. **Le Comité consultatif compte que toutes les demandes en instance seront réglées dans les meilleurs délais.**

11. Le Comité consultatif a été informé qu'au 28 février 2014, les chiffres de l'exercice 2013/14 concernant l'occupation des postes de la MINUAD s'établissaient comme suit :

Tableau 1

| <i>Catégorie de personnel</i> | <i>Effectif autorisé^a</i> | <i>Effectif réel</i> | <i>Taux de vacance (pourcentage)</i> |
|--|--------------------------------------|----------------------|--------------------------------------|
| Observateurs militaires | 260 | 250 | 3,8 |
| Contingents | 15 940 | 14 435 | 9,4 |
| Police des Nations Unies | 2 310 | 2 152 | 6,8 |
| Unités de police constituées | 2 380 | 2 364 | 0,7 |
| Postes | | | |
| Personnel recruté sur le plan international | 1 163 | 1 020 | 12,3 |
| Personnel recruté sur le plan national | | | |
| Administrateurs recrutés sur le plan national | 207 | 162 | 21,7 |
| Agents des services généraux recrutés sur le plan national | 2 759 | 2 751 | 0,3 |
| Personnel temporaire (autre que pour les réunions) | | | |
| Personnel recruté sur le plan international | 21 | 10 | 52,4 |
| Agents des services généraux recrutés sur le plan national | 4 | 4 | — |
| Volontaires des Nations Unies | 520 | 401 | 22,9 |
| Personnel fourni par des gouvernements | 6 | 6 | — |

^a Niveau le plus élevé de l'exercice.

12. Le Comité consultatif a aussi reçu des informations sur les dépenses effectives et le montant estimatif des dépenses pour l'exercice 2013/14. Au 28 février 2013, les dépenses s'élevaient à un montant brut de 901 372 100 dollars (montant net : 890 795 000 dollars), contre des crédits de 1 335 248 000 dollars (montant net : 1 311 855 300 dollars). Sur l'ensemble de l'exercice, le total des dépenses devrait atteindre 1 306 054 900 dollars, laissant un crédit inutilisé de 29 193 100 dollars, soit 2,2 % du crédit ouvert pour l'exercice 2013/14.

13. Le Comité consultatif a été informé qu'au 27 mars 2014, le montant estimatif des dépenses de l'exercice 2013/14 tenait compte d'une sous-utilisation des crédits prévue aux rubriques suivantes :

a) Contingents : le nombre de soldats déployés a été moins élevé que prévu, le taux effectif moyen de vacance de postes s'étant établi à 8,9 %, contre un taux de 2 % retenu dans le budget; le coût des rations a été moins élevé que prévu, le coût maximum par personne s'étant établi en moyenne à 6,84 dollars, contre les 12,39 dollars inscrits au budget, à la suite de la conclusion d'un nouveau contrat pour la fourniture de rations;

b) Police des Nations Unies : le nombre de policiers déployés a été moins élevé que prévu, puisque le taux de vacance de postes, qui était de 6,8 % en février, devrait s'établir à 6 % en moyenne d'ici à la fin de l'exercice 2013/14, contre un taux de 5 % retenu dans le budget; les dépenses au titre de l'indemnité de subsistance (missions) ont été moins élevées que prévu, puisque 35 % des policiers, dont l'hébergement était pris en charge par l'Opération, ne pouvaient prétendre qu'à un versement à taux partiel de l'indemnité, contre 20 % prévus au budget; le coût de la relève a été moins élevé que prévu, le prix moyen d'un billet aller retour s'établissant à 1 264 dollars, contre les 2 100 dollars inscrits au budget;

c) Installations et infrastructures : les besoins en fournitures pour la défense des périmètres étaient moins importants que prévu, les stocks existants ayant suffi; les dépenses au titre de la location de locaux ont été moins élevées à la suite de la fermeture des bases d'opérations de la MINUAD à Kulbus et à Sartony; un montant de 5,4 millions de dollars a été recouvré auprès du personnel qui était hébergé par les Nations Unies au 31 janvier 2014;

d) Transports aériens : le déploiement de trois aéronefs militaires (MI-17) a été différé et deux hélicoptères (1 L-60 et 1 MD-83) ont été rapatriés à la suite d'une reconfiguration visant à aligner la flotte aérienne sur les besoins opérationnels.

14. Cette sous-utilisation des crédits était en partie annulée par le fait que les dépenses devraient être plus élevées aux rubriques suivantes :

a) Observateurs militaires : le déploiement d'observateurs a été plus important que prévu, le taux de vacance de postes s'établissant à 2,3 %, contre un taux de 22 % retenu dans le budget; le nombre d'observateurs militaires pouvant prétendre au versement à taux plein de l'indemnité de subsistance (missions) a été moins important que prévu, puisque seuls 59 ont bénéficié d'un logement fourni par l'Opération, contre 156 inscrits au budget. Ce dépassement de crédit devrait être en partie compensé par le fait que le coût de la relève a été moins élevé que prévu, le prix moyen d'un billet aller retour s'établissant à 859 dollars, contre les 2 100 dollars inscrits au budget;

b) Personnel recruté sur le plan international : les dépenses au titre des traitements nets et des dépenses communes de personnel devraient être plus élevées que prévu, puisque le taux de vacance de postes s'établissait à 12,6 %, contre un taux de 16 % retenu dans le budget, et que le pourcentage du traitement net servant de base au calcul des dépenses communes de personnel s'élevait en moyenne à 85,2 %, contre 80,9 % prévus au budget.

IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015

Mandat et résultats attendus

15. Le mandat de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) a été établi par le Conseil de sécurité dans sa résolution [1769 \(2007\)](#). La prorogation la plus récente de ce mandat, jusqu'au 31 août 2014, a été autorisée par le Conseil dans sa résolution [2113 \(2013\)](#).

16. Les hypothèses budgétaires et les activités d'appui pour l'exercice 2014/15 sont exposées aux paragraphes 14 à 35 du rapport du Secrétaire général sur le budget de la MINUAD pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 ([A/68/754](#)). Comme indiqué au paragraphe 14 de ce rapport, l'Opération axera ses activités, au cours de l'exercice budgétaire, sur les priorités suivantes : a) contribuer à la protection des civils au Darfour; b) faciliter l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire; c) appuyer la mise en œuvre du Document de Doha pour la paix au Darfour, y compris celle du cadre régissant la facilitation du processus de paix au Darfour par l'Union africaine et l'ONU; d) faciliter les activités menées par l'équipe de pays des Nations Unies et les organismes spécialisés en faveur du relèvement et de la reconstruction au Darfour, notamment en garantissant la sécurité dans la zone; et e) promouvoir les droits de l'homme, renforcer la gouvernance, soutenir les initiatives locales de règlement des conflits et de réconciliation et renforcer l'état de droit.

Ressources nécessaires

17. Le projet de budget de la MINUAD pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 s'élève à un montant brut de 1 244 690 000 dollars (montant net : 1 222 403 300 dollars), ce qui représente une diminution de 90 558 000 dollars, soit 6,8 % en valeur brute, par rapport au crédit, d'un montant brut de 1 335 248 000 dollars, ouvert pour l'exercice 2013/14. Le Comité consultatif relève qu'au regard des dépenses prévues pour 2013/14 (1 306 054 900 dollars) (voir plus haut par. 12), la réduction des ressources proposée pour 2014/15 serait de 61 364 900 dollars (soit 4,7 %). Cette réduction résulte essentiellement de la modification du montant des ressources prévues au titre des contingents militaires, de la Police des Nations Unies, du personnel civil et des transports aériens, du fait de la diminution des dépenses nécessaires au titre du personnel militaire et de police (58,7 millions de dollars), les contingents militaires et le personnel de Police des Nations Unies déployés étant moins nombreux que prévu et le coût des rations moins élevé. Elle résulte également de la baisse des dépenses prévues au titre du personnel civil (19,1 millions de dollars) liée à une réduction nette proposée de 251 postes et emplois de temporaire ainsi que des dépenses opérationnelles (12,8 millions de dollars), en raison essentiellement de la reconfiguration des moyens de transport

aérien et du retrait de trois aéronefs. On trouvera aux sections II et III du projet de budget pour 2014/15 des informations détaillées sur les ressources financières demandées et une analyse des variations.

Réduction des effectifs en tenue et examen des effectifs civils

18. Le Secrétaire général indique que, conformément à la résolution [2063 \(2012\)](#) du Conseil de sécurité, le personnel en tenue de l'Opération sera redéployé et son effectif réduit au cours d'une période de 12 à 18 mois qui a débuté en août 2012. L'effectif maximum autorisé pour l'Opération en 2014/15 sera donc de 16 200 militaires (dont 260 observateurs militaires et 15 940 membres des contingents), 2 310 membres de la Police des Nations Unies et 2 380 membres des unités de police constituées. Il a indiqué également que la dotation en personnel civil serait réduite conformément aux résultats d'une étude des effectifs civils, réalisée en août 2013 en application de la résolution [66/264](#) de l'Assemblée générale. Les priorités examinées dans ce cadre concernaient notamment la possibilité de transformer des postes du Service mobile en postes d'agent recruté sur le plan national et d'améliorer le ratio entre le personnel des services organiques et le personnel d'appui à la suite de la réduction des effectifs autorisés ([A/68/754](#), par. 15 et 16).

Examen stratégique

19. Au cours de l'examen du projet de budget présenté par le Secrétaire général, le Comité consultatif, ayant demandé des précisions, a été informé que, lors de l'examen stratégique demandé par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2113 \(2013\)](#), il avait été recommandé une série de mesures visant à permettre à l'Opération de s'acquitter plus efficacement de son mandat. Le Comité a également été informé que l'examen stratégique avait été mené sur la base des conclusions et recommandations formulées lors de l'étude des effectifs civils et était aligné sur les priorités stratégiques révisées et les recommandations énoncées dans le rapport spécial sur l'examen de la MINUAD présenté au Conseil de sécurité par le Secrétaire général ([S/2014/138](#)). Le Comité consultatif relève que, dans sa résolution [2148 \(2014\)](#), le Conseil de sécurité a approuvé les priorités révisées définies dans le rapport spécial du Secrétaire général, et prié la MINUAD de cibler et de rationaliser ses activités en conséquence. À cet égard, le Conseil a prié le Secrétaire général d'indiquer les tâches qui n'auraient plus le même rang de priorité en raison du changement d'orientation stratégique, et de fournir des informations détaillées et actualisées sur la réduction de la composante police de l'Opération dans son prochain rapport.

Incidences de l'examen stratégique sur le projet de budget pour l'exercice 2014/15

20. Ayant demandé de nouveaux éclaircissements, le Comité consultatif a été informé qu'en prévision de la décision que devrait prendre le Conseil de sécurité au sujet d'une proposition du Secrétaire général tendant à réduire le personnel en tenue et les effectifs civils de la MINUAD conformément aux résultats de l'examen stratégique, le projet de budget présenté par le Secrétaire général pour l'exercice 2014/15 prévoyait une augmentation de l'abattement pour déploiement différé des contingents militaires et un accroissement des taux de vacance de postes pour toutes les catégories de personnel civil. À cet égard, le Comité a été informé que le coefficient délais de déploiement des contingents militaires avait augmenté de 7 %

(passant de 2 % à 9 %) et que les taux de vacance de postes pour toutes les catégories de personnel civil avaient accusé une hausse de 5 %. D'après les informations fournies au Comité consultatif, les incidences sur le budget-programme de ces réductions opérationnelles prévues se chiffraient à 41,9 millions de dollars. **Le Comité consultatif souligne que les hypothèses retenues dans les budgets des opérations de maintien de la paix ne devraient pas tenir compte d'éventuelles modifications du mandat ou des effectifs en tenue autorisés sur lesquelles le Conseil de sécurité ne s'était pas encore prononcé au moment de l'établissement du budget. Le Comité constate que, dans son projet de budget, le Secrétaire général avait prévu une réduction d'un montant de 41,9 millions de dollars, essentiellement au titre des contingents militaires, en prévision de la décision que devrait prendre le Conseil de sécurité (voir aussi le paragraphe 22 ci-dessous).**

Incidences de l'examen stratégique ne figurant pas dans le projet de budget pour l'exercice 2014/15

21. Au cours de l'examen du rapport du Secrétaire général, il a été porté à l'attention du Comité consultatif que le Secrétaire général avait présenté dans son dernier rapport au Conseil de sécurité consacré à la MINUAD ([S/2014/279](#)) des propositions qui tenaient compte des nouvelles priorités recommandées pour la MINUAD et qui entraîneraient une réorientation des activités de la police, de la composante militaire et de certaines composantes civiles de l'Opération et, partant, de nouvelles compressions de personnel. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que, si elles étaient approuvées par le Conseil de sécurité, ces propositions entraîneraient une nouvelle réduction de 21,7 millions de dollars, laquelle n'apparaissait pas dans le projet de budget pour l'exercice 2014/15.

22. **Le Comité consultatif relève que le Secrétaire général est revenu sur certaines hypothèses avancées dans ses prévisions budgétaires initiales sur la base des propositions qu'il a présentées au Conseil de sécurité. Le Comité fait observer que l'incertitude qui plane au sujet du projet de budget et des informations complémentaires qui lui ont été fournies ultérieurement sont directement liées au fait que le Secrétaire général ne s'est pas fondé sur le mandat actuel de l'Opération pour établir ses prévisions budgétaires. Ainsi, dans ses hypothèses actualisées, le Secrétaire général prévoyait que le coefficient délais de déploiement des contingents militaires retomberait de 9 %, taux indiqué plus haut au paragraphe 20, à 2 %, partant du principe que, si elles étaient approuvées par le Conseil, les réductions d'effectifs proposées toucheraient essentiellement la composante police et non les contingents militaires comme prévu initialement.**

V. Recommandations

23. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre en ce qui concerne le financement de la MINUAD pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 sont énoncées au paragraphe 103 du rapport sur l'exécution du budget ([A/68/619](#)). **Le Comité consultatif recommande de porter au crédit des États Membres le solde non utilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013, d'un montant de 32 852 000 dollars, ainsi qu'un montant de 26 863 100 dollars, correspondant aux recettes et ajustements divers de l'exercice clos le 30 juin 2013.**

24. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre en ce qui concerne le financement de la MINUAD pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 sont énoncées au paragraphe 161 du projet de budget (A/68/754). Le Comité consultatif constate que le projet de budget présenté par le Secrétaire général a été établi en prévision de la décision que devrait prendre le Conseil de sécurité, ce qui a introduit un élément d'incertitude, non seulement en ce qui concerne le projet de budget présenté mais aussi les informations complémentaires qui lui ont été ultérieurement fournies. En conséquence, le Comité consultatif juge prématuré de formuler à ce stade des recommandations sur le projet de budget établi par le Secrétaire général pour l'exercice 2014/15 et, sur cette base, recommande à l'Assemblée générale :

a) D'autoriser le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant de 667 624 000 dollars (équivalant à la moitié du budget de l'Opération pour l'exercice 2013/14) au titre du fonctionnement de la MINUAD pour la période de six mois allant du 1^{er} juillet 2014 au 31 décembre 2014;

b) De mettre en recouvrement le montant de 222 541 333 dollars pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 août 2014;

c) De mettre en recouvrement le montant de 445 082 667 dollars pour la période allant du 1^{er} septembre 2014 au 31 décembre 2014, à raison de 111 270 667 dollars par mois, au cas où le Conseil déciderait de proroger le mandat de l'Opération.

25. À cet égard, le Secrétaire général devrait être prié de présenter, au cours de la partie principale de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale au plus tard, un projet de budget révisé pour l'exercice 2014/15, qui tienne compte de la décision du Conseil de sécurité concernant la prorogation du mandat de l'Opération.

Documentation

- Exécution du budget de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 31 juin 2013 (A/68/619)
- Budget de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 (A/68/754)
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 et sur le projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (A/67/780/Add.7)
- Rapport financier et états financiers vérifiés pour l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 et rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies [A/68/5 (Vol. II)]

- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes des opérations de maintien de la paix et rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2013 ([A/68/843](#))
- Rapport du Secrétaire général sur l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour ([S/2014/279](#))
- Résolution [2113 \(2013\)](#) du Conseil de sécurité
- Résolution [2148 \(2014\)](#) du Conseil de sécurité
- Résolution [67/284](#) de l'Assemblée générale relative au financement de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
